

Projections

L'Union européenne dans la décennie 2020-2030

Louis-Marie Clouet*



Comme en 2000 se pose, en ce début de deuxième décennie du 21^e siècle, la question de la « raison d'être » de l'Union européenne (UE), mais cette fois dans une perspective différente. Il s'agit moins de questionner la « finalité » du projet européen que de savoir si le projet européen permettra de répondre aux défis futurs. A cette fin, il est donc crucial de se projeter dans l'avenir, pour pouvoir le façonner.

Europa 2020–2030

„Anpassungsdruck“ und die Frage der „Anpassungsfähigkeit“ werden Bedeutung und Einfluss der EU auf der internationalen Bühne in den nächsten Jahrzehnten bestimmen. Der Vertrag von Lissabon, so der Autor, stelle das notwendige Instrumentarium für eine Führungsrolle. Red.

L'Union européenne sera soumise à une « pression d'adaptation » (*Anpassungsdruck*) plus ou moins importante, que ce soit par les défis globaux, par son environnement géopolitique ou par ses évolutions internes. D'autre part, elle devra s'efforcer d'y répondre et donc d'optimiser sa « capacité d'adaptation » (*Anpassungsfähigkeit*).

La crise économique mondiale rend d'autant plus difficile le maintien des structures de gouvernance internationale héritées du passé aujourd'hui concurrencées par un mouvement de régionalisation du multilatéralisme. En 2020, les économies émergentes devraient peser davantage sur l'économie mondiale en s'organisant face aux pays développés, dans une nouvelle forme de multilatéralisme reflétant de manière plus fidèle les nouveaux rapports de force. Face à cette concurrence, il sera plus difficile pour l'UE de maintenir sa position actuelle et de faire entendre sa voix dans le concert des nations. Le cadre multilatéral de l'Organisation des Nations-unies (ONU), largement sou-

tenu et utilisé par l'UE pour peser sur les grands enjeux internationaux, est contesté : un affaiblissement du processus onusien dans la gouvernance mondiale du climat fait ainsi courir le risque d'une perte de leadership de l'UE sur ces questions.

Cette « pression d'adaptation » aura aussi pour origine la montée en puissance des autres acteurs internationaux et la confrontation croissante de leurs intérêts avec ceux de l'UE. Or l'importance relative de l'Union – notamment son poids démographique – va immanquablement diminuer et peser sur la capacité des Européens à influencer sur les évolutions futures de l'ordre mondial. La focalisation croissante des Etats-Unis sur l'Asie se traduira par un relatif désintérêt pour la sécurité de l'Europe et une demande d'un plus grand « partage du fardeau » avec les Européens.

Les relations avec la Russie seront dans une situation de blocage due aux divergences des intérêts entre les deux parties, pour autant obligées de cohabiter, si ce n'est de coopérer du fait de leur voisinage et de leur dépendance mutuelle. L'Europe doit s'attendre à une confrontation croissante de la Chine et de l'Inde, à la mesure de leur montée en puissance économique et internationale. La rencontre pourra néanmoins être positive, du fait de la volonté des deux puissances émergentes de tirer profit de la mondialisation pour moderniser leur économie et résoudre leurs problèmes internes (pauvreté, environnement). Si l'UE demeure

* Louis-Marie Clouet est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) et de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

raera un partenaire essentiel pour la stabilité et le développement social et économique de l'Afrique, le mode de ses relations avec le continent africain s'opérera sur des bases plus équilibrées, les pays africains n'acceptant plus les exigences européennes sans prise en compte de leurs propres intérêts. Le secteur de l'énergie et des matières premières est un des plus évoqués comme champ d'une future concurrence internationale, que ce soit du côté de l'offre (Afrique, Proche-Orient) ou de la demande (Chine, Inde, pays émergents). La concurrence internationale se fera également sentir en matière de recherche et d'innovation technologique et imposera l'effort de consolidation de la compétitivité interne de l'UE.

Dans le contexte post-crise économique, une période de croissance faible et de chômage élevé pèsera de manière négative sur l'UE et ses institutions, sur la situation budgétaire des états membres et sur la cohésion de l'UE, au risque d'accroître les tensions sociales à l'intérieur des États membres et entre eux. Inversement, si l'Union sort rapidement et dans de meilleures conditions de la crise des finances publiques, la pression qui pèsera sur elle sera beaucoup moins forte. La situation démographique de l'UE en 2020, combinant un vieillissement de la population et un faible taux de natalité, risque de peser d'une part sur la cohésion européenne, avec des besoins différenciés en immigration du travail, et d'autre part sur la représentation politique des états membres au sein des institutions européennes. La pression sera sans doute moins importante sur les institutions européennes, avec une consolidation des nouveaux outils prévus par le traité de Lisbonne, sans remettre de nouveau sur l'ouvrage l'architecture institutionnelle européenne. Pour autant, la politisation interne de l'UE devrait s'accroître.

Optimisation de la « *capacité d'adaptation* »

Le potentiel d'influence de l'UE s'exprime dans sa capacité à peser sur la formalisation de normes internationales ou par une politique ambitieuse sous la forme d'un « leadership par l'exemple ». Ce positionnement confère un poids important à l'Europe, en particulier dans les négociations climatiques ou en matière de non-prolifération. Pour

autant, ce « leadership par l'exemple » est malmené, au risque de décrédibiliser l'UE si, à côté de la position commune européenne, les états membres prônent des politiques différentes plus proches de leurs intérêts nationaux ou si les ambitions définies ne tiennent pas compte des contraintes économiques et des horizons de temps nécessaires au développement des technologies et à la mise en place des infrastructures, notamment en matière environnementale et énergétique. De plus, un tel leadership risque de rigidifier les positions de l'Union et de les fragiliser si d'autres acteurs importants ne suivent pas la voie qu'elle promet. La crédibilité de l'UE est ainsi questionnée par ses interlocuteurs, qui ne considèrent pas l'UE comme un acteur global, notamment en matière de sécurité internationale. A l'horizon 2020, l'Europe devra développer une politique plus pragmatique et proactive pour augmenter ses marges de manœuvre et ses capacités d'action, qui pourront être mieux articulées au sein des différents forums de négociation. L'Europe en 2020 pourra jouer de son insertion dans la mondialisation pour en tirer profit en termes d'influence, notamment en direction des puissances émergentes. En s'appuyant sur sa capacité éprouvée à jouer le jeu du multilatéralisme, l'UE pourra trouver des leviers d'action et d'influence en favorisant les échanges avec les pays demandeurs : Chine, Inde, mais aussi Russie, Proche-Orient, Afrique...

Au plan interne, le vieillissement de la population européenne peut freiner sa capacité à se projeter dans l'avenir. Le maintien d'un niveau d'investissement élevé dans la recherche et le développement (R&D), dans l'innovation et surtout dans l'éducation et la formation, n'en est que plus cruciale. La capacité d'adaptation de l'UE reposera donc aussi sur la réduction des désaccords internes, pour lui offrir une plus grande marge de manœuvre. Si la crise financière et budgétaire est rapidement dépassée, l'Europe pourra envisager l'avenir avec plus d'optimisme, en disposant de plus de moyens financiers et budgétaires pour s'insérer dans l'environnement mondial de 2020. Notamment des nouveaux outils prévus par le traité de Lisbonne constitueront un fondement solide pour la mise en œuvre de politiques européennes plus efficaces.